



Cérémonie de remise du titre de
DOCTEUR HONORIS CAUSA
DE L'UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

à **Rafael CORREA**

Président de la République de l'Équateur (2007-2017),
économiste



Je suis né pour vivre

7 novembre 2017

Salutation

Je suis très honoré de recevoir cette reconnaissance et très heureux d'être à l'Académie. Comme cela a déjà été dit, toute ma vie, avant d'être président de la République de l'Équateur, j'étais professeur à l'université. J'aime l'Académie, et elle me manque vraiment, surtout quand les différences entre la vie politique et la vie académique se font sentir autant.

Alors que dans l'académie, ne pas dire la vérité est un péché, dans la vie politique, il semblerait que dire la vérité c'est au contraire le péché. Alors que dans le milieu universitaire, il est inacceptable de signer un papier qu'on n'a pas rédigée, dans l'exercice de la Présidence c'est synonyme d'efficacité.

Dans l'Académie, on trouve souvent le meilleur de l'humanité, car ce n'est pas le pouvoir ou l'argent qui motivent les membres de l'Académie, mais la génération de la connaissance, la recherche de la vérité.

En politique, bien qu'il y ait beaucoup de bonnes personnes qui ne cherchent que le bien commun, malheureusement, trop souvent, on y trouve aussi le pire de la nature humaine.

Il semble que parfois cette phrase de Robespierre est toujours valable : Le temps n'est point arrivé où les hommes de bien peuvent servir impunément la patrie.

C'est pour ces raisons que le retour à l'Académie renouvelle mon âme, surtout lorsque l'hôte est l'une des meilleures universités au monde : l'Université Grenoble Alpes.

Mon rêve

Je viens de l'Équateur, le pays méga-divers le plus compact du monde. Si nous combinons la biodiversité terrestre et marine, nous avons le plus grand nombre

d'espèces sur la planète. Tout cela sur un territoire de seulement 256 000 kilomètres carrés, soit moins de la moitié du territoire de la France.

Mon rêve a toujours été de travailler pour mon pays, un pays extrêmement beau, mais l'un des plus injustes du monde. La vie m'a donné non seulement cette opportunité, mais le plus grand privilège auquel un citoyen puisse aspirer : être président de la République, et ainsi présider non pas une époque de changement, mais un véritable changement d'époque.

En dix ans de présidence, nous avons pu faire beaucoup, mais évidemment nous n'avons pas pu tout faire, ce qui est d'ailleurs souvent critiqué par les médiocres. Sans aucun doute, nous avons un pays totalement différent de celui que nous avons reçu en 2006.

Dans ce que nous appelons la « décennie gagnée », la taille de l'économie a doublé. Malgré deux années extrêmement difficiles et l'absence d'une monnaie nationale, nous avons un taux de croissance plus élevé que la moyenne de la région. Nous sommes passés d'être un pays à faible revenu à un pays à revenu intermédiaire, un pays à développement humain moyen à un pays à développement humain élevé. Des études internationales montrent que nous sommes de loin le pays qui a su le mieux profiter du boom pétrolier.

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), nous sommes aujourd'hui parmi les trois pays les moins inégalitaires d'Amérique du Sud, alors qu'il y a dix ans, nous étions parmi les plus inéquitables. Nous avons réussi à réduire la pauvreté multidimensionnelle - le critère de pauvreté le plus complet - de 16,5 points, ce qui signifie que 1,8 million d'Équatoriens sont sortis de la pauvreté. Cette dernière s'est certes réduite grâce à la croissance économique, mais surtout grâce à la redistribution des revenus. La pauvreté n'a pas été maquillée, nous avons attaqué ses causes structurelles.

En matière de développement social, de grands progrès ont été accomplis avec un système éducatif qui, selon l'Unesco est celui qui avance le plus dans la région. Dans les infrastructures productives, nous sommes considérés comme le meilleur pays d'Amérique latine en matière de voirie, alors qu'auparavant nous étions le pire, et nous sommes devenus un pays doté de souveraineté énergétique et exportateur d'énergie, alors

qu'auparavant nous en importions/ devons l'importer. En général, nous avons une compétitivité systémique bien plus élevée qu'il y a dix ans.

Nous avons également une décennie gagnée dans notre système politique, dans la construction de l'institution et l'efficacité de l'État, dans la solidité de notre démocratie. Notre projet politique, appelé la révolution citoyenne, a remporté toutes les élections, soit un total de 14, en une décennie. Avant notre gouvernement, en dix ans nous avons subi sept présidents, et aucun des trois présidents élus n'a pu terminer son mandat. Au contraire, au cours de la dernière décennie, il n'y a eu qu'un seul président élu trois fois de suite.

Lorsque j'ai quitté le pouvoir, pour la première fois en plus de vingt ans, un président élu passait le pouvoir à un autre président élu.

Études de premier cycle

C'est ce rêve de servir mon pays qui m'a incité à me préparer avec la plus grande rigueur possible.

Je viens d'une famille plutôt pauvre. Quand j'avais huit ans, mes parents ont divorcé. Aucun d'entre eux n'a terminé le lycée, mais ils ont su donner à leurs enfants deux choses de base : une bonne alimentation, grâce au travail de ma mère dans un supermarché, et une bonne éducation, grâce à mon père qui a obtenu pour nous des bourses dans de très bonnes écoles. J'ai également pu étudier l'économie grâce à une bourse universitaire.

Quand je terminais mes études universitaires, lors d'un événement qui se déroulait au campus, j'ai vu un stand qui parlait du « problème indigène en Équateur. » Bien que j'étais presque un économiste, je me suis rendu compte que je ne connaissais pas ce problème et j'ai eu honte.

Ainsi, pratiquement le jour après avoir reçu mon diplôme, j'ai pris mon sac à dos et j'ai demandé à un bon ami à moi, le directeur de la communauté salésienne, où se trouvaient leurs missions indigènes, et il m'en a parlé de deux : Cayambe et Zumbahua. La première je la connaissais. La seconde, je n'en avais même jamais entendu parler et, bien sûr, j'ai choisi Zumbahua, qui s'est révélée être l'une des régions indigènes les plus

pauvres du pays.

Jusqu'à cette époque, j'avais vécu toute ma vie dans ma ville natale, Guayaquil, à 4 mètres au-dessus du niveau de la mer. Du jour au lendemain, j'ai déménagé pour vivre à 3600 mètres d'altitude.

En tant que jeune économiste très fier - et vous savez à quel point les économistes peuvent être humbles - je suis allé à Zumbahua pour enseigner, mais, en fait, je n'ai jamais autant appris. Je considère Zumbahua encore comme ma meilleure formation post-diplôme.

Là j'ai rencontré des gens merveilleux, ces missionnaires qui ne travaillent pas qu'un an, mais toute leur vie, qui illuminent sans briller, tandis que beaucoup d'entre nous brillons souvent sans illuminer. J'ai découvert le monde indigène et j'ai trouvé la réponse à ma question : le problème indigène c'est la misère, le fruit de siècles d'exclusion et d'exploitation.

Cependant, il faut faire attention de ne pas tomber dans les mythes, comme c'est souvent le cas ici en Europe. Sans aucun doute, nos peuples ancestraux ont été victimes d'injustices historiques, mais cela ne leur donne pas la suprématie morale sur les non-victimisés ; cela ne fait pas d'eux une référence de vie ; et ne les exempte pas de responsabilité pour leur situation actuelle.

À Zumbahua, j'ai aussi appris un peu du kichwa, la langue indigène, ce qui serait très utile pour ma vie politique future.

Chers amis, je ne prétends pas vous servir d'exemple, mais si vous voulez mon conseil : soyez libres ! Prenez votre sac à dos et suivez vos idéaux. La vie n'est pas une course de vitesse, mais belle est bien de résistance.

Études postuniversitaires

Après cette année de bénévolat, j'ai commencé à chercher des bourses pour pouvoir faire un diplôme d'études supérieures en économie. J'en ai obtenu deux : une aux États-Unis et une autre de la coopération belge.

Comme bon apprenti révolutionnaire, à cette époque-là, j'étais encore un peu « anti

yankee », j'ai donc choisi d'aller en Belgique pour faire ma maîtrise à l'Université catholique de Louvain-la-Neuve.

Au début, ce fut extrêmement dur. Ma formation d'économiste était assez mauvaise, quelque chose que je soupçonnais, mais dont je n'imaginai pas l'ampleur. Je me souviens quand j'ai vu ma première fonction d'utilité, et en français, j'ai presque pleuré. Mais c'était aussi très enrichissant de passer d'être la tête de la souris à être la queue du lion.

Après deux années d'études, plus six mois sans bourse, travaillant là où je pouvais pour pouvoir être auprès d'Anne, ma fiancée belge, je suis retourné en Équateur avec ma maîtrise sous le bras. Après une étape courte et malheureuse dans la fonction publique équatorienne – car je voulais changer le monde et j'ai failli être jeté en prison pour essayer de lutter contre la corruption-, je suis devenu professeur d'économie à l'Université San Francisco de Quito, pour me consacrer à l'Académie.

J'avais encore beaucoup plus de questions que de réponses. J'ai même enseigné des choses dont je n'étais pas convaincu. Paraphrasant Joan Robinson, une célèbre économiste anglaise, j'enseignais l'économie, mais je ne savais pas si je gagnais honnêtement ma vie.

Après quelques années dédiées à notre foyer, et maintenant avec deux filles merveilleuses, en 1997 j'ai postulé à plusieurs universités américaines pour faire mon doctorat. Finalement j'ai choisi l'Université de l'Illinois à Urbana Champaign, qui, en plus de sa qualité académique, m'a offert une aide financière importante, indispensable pour étudier en famille.

Donc, avec mes 34 ans sur les épaules, je suis arrivé aux États-Unis. Nous vivions dans Orchard Downs, l'une des résidences universitaires, dont je garde de beaux souvenirs, où en hiver, vous pouviez choisir votre raison pour ne pas dormir : soit le froid soit le bruit du chauffage.

Le fait que je ne parlais pas bien l'anglais et les lacunes que j'avais encore dans ma formation académique ont rendu les premiers mois très difficiles.

La famille était très heureuse, même si au début nous comptions chaque sou, et, Anne,

ne voyait que mon dos, car je n'arrêtais pas d'étudier.

Finalement, j'ai été le premier étudiant de ma promotion à terminer mon doctorat, puisque l'aide financière ne durait que quatre ans et qu'avec deux filles, je n'avais pas le choix.

La morale de tout cela, c'est qu'un doctorat c'est beaucoup plus de transpiration que d'inspiration, même si un peu de chance et de bons conseils aident toujours.

Avec le recul, ces années ont certainement été les plus heureuses de notre vie de famille. Urbana-Champaign me rappelle toujours que le bonheur n'est pas l'argent ou le pouvoir. C'est la famille, les amis, être parmi des égaux, les plaisirs de la vie quotidienne.

Présidence

Nous sommes retournés en Équateur à la fin du mois d'août 2001, et j'ai repris mon poste à l'Université San Francisco de Quito, ce à quoi je m'étais engagé. Quelques jours plus tard, nous recevions la terrible nouvelle du 11 septembre.

En 2005, étonnamment, surtout pour moi, j'ai été nommé ministre de l'Économie de l'Équateur. Après 100 jours, j'ai dû démissionner, car le Fonds monétaire international et la Banque mondiale s'opposaient à mes politiques économiques, qui jouissaient d'un large soutien populaire.

Je suis retourné à l'université San Francisco, et un vendredi, alors que pleins d'étudiants s'étaient inscrits pour suivre mes cours pour le nouveau semestre qui commençait le lundi suivant, j'ai été licencié après 14 ans de travail, avec comme seul argument que j'étais un « politicien ».

Au chômage, et par urgence de trouver un métier, je suis devenu candidat à la présidence de la République. Le reste c'est de l'histoire.

Le 15 janvier 2017, je suis devenu président de la République de l'Équateur. Ce fut un jour presque aussi heureux que le 24 mai 2017, quand, plus de dix ans plus tard, j'ai quitté la présidence pour retourner à une vie normale en Belgique et rendre à ma famille une partie du temps et du calme que je leur avais volés pendant la dernière décennie.

C'est l'un des plus grands dilemmes du politicien : la décision que l'on prend affecte toute

la famille, qui perd sa vie privée, sa sécurité même, ainsi que le simple bonheur de vivre une vie tranquille.

Option politique

Alors, pourquoi choisir la politique ?

On peut servir n'importe où, par exemple, dans l'Académie. On peut aussi faire du bénévolat. Le bon cœur et la solidarité spontanée seront toujours nécessaires, mais nous ne pouvons pas nous leurrer. Les pauvres socioéconomiques ne cesseront pas d'être pauvres avec la charité, mais avec la justice, et pour cela il est nécessaire de capter le pouvoir politique.

Cela provoque parfois de gros problèmes. Comme l'a dit Don Helder Camara, évêque de la Théologie de la Libération : « Je nourris un pauvre et l'on me dit que je suis un saint. Je demande pourquoi le pauvre n'a pas de quoi se nourrir et l'on me traite de communiste. »

L'Évangile dit « *là où est ton trésor, là aussi sera ton cœur.* » Vous pouvez être sûrs que mon trésor n'est pas le pouvoir, mais le service. Je n'ai jamais cherché à être important, seulement à être utile.

La recherche du bien commun doit être la raison d'être de l'autorité politique. C'est ce bien commun que nous avons essayé de construire pendant toutes ces années en Équateur.

Mon credo

Chers amis :

Malgré de nombreuses années de préparation académique, et maintenant une vaste expérience politique au plus haut niveau, j'ai encore beaucoup plus de questions que de réponses, mais au moins je n'ai pas peur de confesser mon ignorance, et je voudrais partager avec vous quelques doutes, ainsi que certaines certitudes.

Il est clair que l'économie n'est pas une science exacte, et souvent ce que nous appelons la théorie économique est, au mieux, l'opinion dominante, ou seulement de l'idéologie déguisée en science.

La neutralité scientifique n'existe pas. La bonne nouvelle c'est qu'en plus d'être impossible, la neutralité scientifique n'est pas nécessaire. Vous pouvez être objectifs sans être impartiaux. Soyez assurés que je ne serai jamais impartial, que mon cœur sera toujours avec les pauvres de mon pays et de cette grande patrie appelée Amérique latine, mais que j'essayerai de ne jamais perdre mon objectivité.

Je crois aux sociétés avec des marchés, mais pas aux sociétés de marché, où les vies, les gens et la société elle-même deviennent une marchandise de plus. Le marché est un grand serviteur, mais un très mauvais maître. La société ne peut pas être subordonnée aux besoins mercantiles, c'est le marché qui doit être subordonné aux nécessités sociales.

Je crois en la liberté individuelle, que certains réduisent à la non-intervention. La vraie liberté est la non-domination. Il ne peut y avoir de liberté sans justice. Non seulement cela, mais dans des régions aussi inégales que l'Amérique latine, seule la recherche de justice aboutira à la vraie liberté.

Et cela ne sera pas possible avec la prétendue main invisible qui, comme l'a dit Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel d'économie, du fait qu'elle soit invisible, personne ne l'a encore vue. Au contraire, la justice se fera grâce à des mains très visibles, à travers des processus politiques, qui, au bout du compte, sont la façon dont la société prend ses décisions consciemment.

Je pense que le développement est essentiellement une question politique. Seulement en un deuxième temps viennent les questions techniques. Le problème fondamental est de savoir qui commande dans une société : les élites ou les grandes majorités, le capital ou les êtres humains, le marché ou la société.

Nous devons défendre la politique. La diabolisation du pouvoir politique en Amérique latine est l'une des stratégies pour immobiliser les processus de changement.

L'Amérique latine a toujours été dominée par des élites qui ont exclu la grande majorité des gens des bénéfices du progrès. Je dirais même que les attitudes rentières des élites latino-américaines les ont aussi empêchées d'obtenir certains progrès pour elles-mêmes. Aujourd'hui, globalement, nous sommes dominés par les intérêts du grand capital, ce

que j'appelle « l'empire du capital », notamment le capital financier.

C'est l'essence même de la révolution citoyenne : le changement des rapports de force en faveur de la grande majorité. La transformation de l'État bourgeois qui représente une minorité, dans un état véritablement populaire, en fonction du bien commun, de l'intérêt général.

Je ne partage pas l'enthousiasme pour une mondialisation qui essaie de créer un marché mondial, et non pas une société mondiale ; une mondialisation qui ne vise pas à enfanter des citoyens du monde, mais seulement des consommateurs mondiaux. Je ne comprends pas comment les pays riches pourront justifier éthiquement aux générations futures la recherche d'une plus grande mobilité des marchandises et des capitaux, tout en pénalisant et même en criminalisant de plus en plus la mobilité humaine.

La solution n'est pas plus de murs ou de divisions. La solution est plus de solidarité, de prospérité et de paix pour la planète.

Et la paix n'est pas seulement l'absence de guerre. La paix est avant tout présence : présence de justice, de développement, de droits humains. Gandhi le disait déjà : la pauvreté est la pire forme de violence.

La paix sans justice c'est simplement la pacification. L'opulence insultante de quelques-uns en Amérique latine, à côté de la pauvreté la plus insupportable, sont aussi des balles quotidiennes contre la dignité humaine.

Vaincre la pauvreté est le plus grand impératif moral de la planète car, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la pauvreté n'est pas le résultat de la pénurie de ressources ou de facteurs naturels, mais le résultat de systèmes injustes et exclusifs.

Je tiens aussi pour évident que tous les hommes sont créés égaux ; qu'ils sont dotés par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Ces mots font partie d'un des plus beaux documents de l'histoire, la Déclaration d'Indépendance des États-Unis, dont un des auteurs fut Thomas Jefferson. Le problème c'est que Jefferson lui-même avait environ 600 esclaves.

L'égalité, les droits, la vie, la liberté, le bonheur, ne devraient pas être seulement pour notre environnement immédiat, mais pour tous les êtres humains.

Je considère que l'ordre mondial n'est pas seulement injuste, il est immoral. Tout est subordonné aux normes des plus puissants et les « deux poids, deux mesures » se propagent partout.

On parle de combattre la corruption, mais les paradis fiscaux sont toujours là.

On combat les drogues, mais pas les armes, qui tuent deux fois: d'abord quand des ressources indispensables sont dépensées pour les acheter, et puis quand elles sont utilisées.

Dans la nouvelle et injuste division internationale du travail, les biens publics mondiaux produits par les pays du Sud, tels que les biens environnementaux, doivent être libres, tandis que les biens publics produits par les pays hégémoniques, tels que les connaissances, sont privatisés et il faut payer pour y avoir accès.

Comme le disait Thrasymaque il y a plus de deux mille ans dans les dialogues de Platon, le juste *n'est* autre chose que l'avantageux au *plus fort*.

Je crois fermement au pouvoir de la transformation de la science et de la technologie. De plus, je dépose dans ce pouvoir, dans cette science et cette technologie, une grande partie de mon espoir pour l'avenir de la planète, la durabilité de notre mode de vie, la possibilité de parvenir à un Bon Vivre pour toute l'humanité.

Il y a longtemps que je pense que toute tentative de synthétiser en principes et lois simplistes -qu'elle s'appelle matérialisme dialectique ou égoïsme rationnel- des processus aussi complexes que le progrès des sociétés humaines, est condamnée à l'échec.

Et je suis également convaincu que les progrès scientifiques et technologiques peuvent engendrer beaucoup plus de bien-être et être de plus grands moteurs de changement social que n'importe quelle lutte des classes ou la recherche du profit individuel.

Le développement de l'agriculture a transformé l'humanité nomade en sédentaire, la révolution industrielle l'a transformé de rurale à majoritairement urbaine, et, plus récemment, l'avancée spectaculaire des technologies de l'information a transformé les sociétés industrielles en sociétés de la connaissance. Je crois que les systèmes politiques, économiques et sociaux qui prévaudront à l'avenir seront ceux qui permettront le plus grand progrès scientifique et technologique, mais aussi, et c'est très important, leur

meilleure application pour le bien commun.

Je crois en la nature, la Pacha Mama, la source de la vie. Mais je crois aussi que, bien que l'être humain ne soit pas la seule chose importante dans la nature, il reste la chose la plus importante.

Je crois au pouvoir du cerveau humain. Les idées sont la seule ressource illimitée de l'humanité. Préoccupons nous pour l'avenir, mais ne soyons pas pessimistes. Soyons maladivement optimistes et essayons de rendre cette maladie très contagieuse.

Je crois au cœur, à la passion, et à l'engagement des générations futures, qui doivent apprendre de nos erreurs.

Je crois au pouvoir de l'utopie. Comme disait mon bon ami Eduardo Galeano, écrivain uruguayen auteur du livre « Les veines ouvertes de l'Amérique latine », mort il y a deux ans :

« L'utopie est à l'horizon. Je m'approche de deux pas, elle s'éloigne de deux pas. J'avance de dix pas et l'horizon s'enfuit dix pas plus loin. À quoi sert l'utopie ? Elle sert à cela : à cheminer. »

Merci encore à l'Université Grenoble Alpes pour cet honneur que je reçois comme un hommage à mon peuple.

Merci beaucoup.